



Deuxième question à l'ordre du jour: programme et budget et autres questions

Rapport de la Commission des finances des représentants gouvernementaux

1. La Commission des finances des représentants gouvernementaux s'est réunie le 1^{er} juin 2016. M. Abdulrahman Almarzooqi (Emirats arabes unis) a été élu président et rapporteur.

Etat de recouvrement des contributions des Etats Membres

2. La commission était saisie du document C.F./D.2 contenant des informations sur l'état de recouvrement des contributions des Etats Membres au 24 mai 2016.
3. Le représentant du Directeur général (Trésorier et contrôleur des finances) indique que 1 155 695 francs suisses ont été reçus au titre de contributions pour 2016 et des années précédentes (ces contributions n'apparaissent pas dans les informations contenues dans le document du Bureau), de la part des 5 Etats Membres suivants:

Etats Membres	Contribution reçue pour 2016	Arriérés de contributions reçus	Total des contributions reçues en francs suisses
Djibouti		3 278	3 278
El Salvador*		19 873	19 873
Hongrie	1 007 110		1 007 110
Guatemala	102 223		102 223
Swaziland	11 357	11 404	22 761
Total	1 120 690	35 005	1 155 695

* El Salvador a retrouvé son droit de vote.

En comptant les contributions reçues entre le 25 mai 2016 et le 1^{er} juin 2016, le total des contributions reçues en 2016 est de 170 100 812 francs suisses. Sur ce montant, 131 038 118 francs suisses représentent des contributions pour 2016 et 39 062 694 francs suisses des arriérés de contributions. Le solde débiteur au 1^{er} juin 2016 est de 320 118 656 francs suisses.

4. *La commission prend note des informations contenues dans le document.*

**Demandes présentées en vertu de l'article 13,
paragraphe 4, de la Constitution de l'OIT
en vue de l'autorisation de participer au vote**

5. Aucun document n'a été présenté sur ce point.

**Rapport financier et états financiers consolidés
vérifiés pour l'année qui s'est achevée
le 31 décembre 2015**

6. La commission était saisie du Rapport financier et des états financiers consolidés vérifiés pour l'année qui s'est achevée le 31 décembre 2015 ainsi que du rapport du Commissaire aux comptes; du Rapport II, *Informations concernant le programme et budget et autres questions*; du document C.F./D.3, contenant une recommandation du Conseil d'administration tendant à ce que la Conférence adopte les états financiers pour l'année qui s'est achevée le 31 décembre 2015 ainsi que le rapport du Commissaire aux comptes.
7. *La commission décide de recommander à la Conférence d'adopter les états financiers pour l'année qui s'est achevée le 31 décembre 2015 ainsi que le rapport du Commissaire aux comptes, et d'adopter en conséquence la résolution dont le texte figure à la fin du présent rapport.*

Barème des contributions au budget pour 2017

8. La commission était saisie du Rapport II, *Informations concernant le programme et budget et autres questions*, qui présente en détail le barème des contributions au budget proposé pour 2017, et d'un projet de résolution sur la question.
9. S'exprimant au nom du groupe de l'Afrique, un représentant du gouvernement du Zimbabwe rappelle que le barème proposé a été examiné par la Section du programme, du budget et de l'administration du Conseil d'administration en mars 2016. Son groupe appuie donc la recommandation par laquelle le Conseil d'administration invite la Conférence à adopter ce barème.
10. Une représentante du gouvernement du Kenya déclare que son gouvernement ne s'oppose pas à l'adoption du barème proposé, qui a été établi conformément à la pratique en vigueur qui consiste à harmoniser les taux de contribution des Etats Membres de l'OIT avec leur quote-part prévue dans le barème de l'Organisation des Nations Unies. Elle demande cependant au Bureau de veiller à ce que les contributions permettent aux mandants de bénéficier d'améliorations, notamment en termes d'efficacité opérationnelle et d'assistance technique, pour que les Etats Membres puissent mieux faire face aux défis du monde du travail.
11. *La commission décide de recommander à la Conférence d'adopter cette résolution, dont le texte figure à la fin du présent rapport.*

Fixation de la contribution des nouveaux Etats Membres

12. La commission était saisie du Rapport II, *Informations concernant le programme et budget et autres questions*, qui contient des informations détaillées sur le taux proposé pour le calcul de la contribution des Iles Cook et du Royaume des Tonga.
13. *La commission recommande à la Conférence d'adopter ces résolutions, dont le texte figure à la fin du présent rapport.*

Statut du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail

14. La commission était saisie du Rapport II, *Informations concernant le programme et budget et autres questions*, qui contient un projet de résolution sur les propositions d'amendements au Statut du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail et à son annexe.
15. Le président annonce qu'une erreur de traduction figurant dans la version anglaise des amendements proposés à l'alinéa 1 de l'article VI du Statut a été corrigée et demande à la commission d'approuver le texte tel que corrigé.
16. *La commission décide de recommander à la Conférence d'adopter cette résolution, y compris la correction mentionnée ci-dessus, dont le texte figure à la fin du présent rapport.*

Composition du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail

17. La commission était saisie du Rapport II, *Informations concernant le programme et budget et autres questions*, qui contient un projet de résolution concernant les nominations au Tribunal administratif de l'OIT.
18. *La commission décide de recommander à la Conférence d'adopter cette résolution, dont le texte figure à la fin du présent rapport.*

Autres questions: nominations au Comité des pensions du personnel du BIT (Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies)

19. La commission était saisie du document C.F./D.4 contenant un projet de résolution concernant les nominations au Comité des pensions du personnel du BIT (Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies).
20. *La commission recommande à la Conférence d'adopter la résolution dont le texte figure à la fin du présent rapport.*

Annexes

21. Le projet de barème des contributions pour 2017 figure à l'annexe I.
22. Un état des contributions dues par les Etats Membres pour 2017 est également joint au présent rapport (annexe II).

Genève, le 1^{er} juin 2016

(Signé) A. Almarzooqi
Président et rapporteur

Résolutions soumises à la Conférence

Résolution concernant le rapport financier et les états financiers consolidés vérifiés pour l'année qui s'est achevée le 31 décembre 2015

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Décide, conformément à l'article 29 du Règlement financier, d'adopter les états financiers pour l'année qui s'est achevée le 31 décembre 2015 ainsi que le rapport du Commissaire aux comptes.

Résolution concernant le barème des contributions au budget pour 2017

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Décide, conformément à la pratique établie qui consiste à harmoniser les taux de contribution des Etats Membres de l'OIT avec leur quote-part prévue dans le barème de l'Organisation des Nations Unies, d'adopter le projet de barème des contributions pour 2017 figurant à l'annexe I, colonne 3, du présent document.

Résolution concernant la fixation de la contribution des nouveaux Etats Membres

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Décide que la contribution des Iles Cook au budget de l'OIT pour la période où elles auront été Membre de l'Organisation en 2015 et 2016 sera calculée sur la base d'un taux annuel de 0,001 pour cent.

Décide, conformément à la pratique établie qui consiste à harmoniser les taux de contribution des Etats Membres de l'OIT avec leur quote-part prévue dans le barème de l'Organisation des Nations Unies, que la contribution du Royaume des Tonga pour la période de 2016 où il aura été Membre de l'Organisation sera calculée sur la base d'un taux annuel de 0,001 pour cent.

Résolution concernant le Statut du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Consciente de la nécessité d'abroger l'article XII du Statut du Tribunal et l'article XII de l'annexe dudit Statut afin d'assurer l'égalité d'accès à la justice, tant pour les institutions employeuses que pour les fonctionnaires;

Tenant compte de la nécessité de prévoir expressément la possibilité d'introduire des demandes d'interprétation, d'exécution ou de révision des jugements conformément à la jurisprudence du Tribunal;

Notant qu'une série d'amendements de nature rédactionnelle devraient être apportés au Statut, en vue notamment de corriger des erreurs et de veiller à la cohérence terminologique et à l'utilisation d'une formulation non sexiste;

Notant que le Conseil d'administration du Bureau international du Travail a révisé et approuvé le texte des amendements qu'il est proposé d'apporter au Statut du Tribunal et à son annexe;

adopte les amendements ci-après au Statut et à l'annexe au Statut du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail:

STATUT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Adopté par la Conférence internationale du Travail le 9 octobre 1946 et modifié par la Conférence le 29 juin 1949, le 17 juin 1986, le 19 juin 1992, le 16 juin 1998, et le 11 juin 2008 et le...

ARTICLE I

Un tribunal est constitué par le présent Statut, sous la dénomination de Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail.

ARTICLE II

1. Le Tribunal est compétent pour connaître des requêtes invoquant l'inobservation, soit quant au fond, soit quant à la forme, des stipulations du contrat d'engagement des fonctionnaires du Bureau international du Travail et des dispositions du Statut du personnel qui sont applicables à l'espèce.

2. Le Tribunal est compétent pour statuer sur tout différend concernant les indemnités prévues pour les cas d'invalidité et d'accident ou de maladie survenus à un fonctionnaire dans l'exercice de ses fonctions, et pour fixer définitivement le montant de l'indemnité, s'il y a lieu.

3. ~~[Supprimé] Le Tribunal est compétent pour connaître des requêtes fondées sur l'inobservation du Règlement de la Caisse des pensions ou des règles en application de ce dernier, et formées par un fonctionnaire, le conjoint ou les enfants d'un fonctionnaire ou par toute catégorie de fonctionnaires à laquelle s'appliquent ledit Règlement ou lesdites règles.~~

4. Le Tribunal est compétent pour connaître des différends issus de contrats auxquels l'Organisation internationale du Travail est partie et qui lui attribuent compétence en cas de différend au sujet de leur exécution.

5. Le Tribunal connaît en outre des requêtes invoquant l'inobservation, soit quant au fond, soit quant à la forme, des stipulations du contrat d'engagement des fonctionnaires ou des dispositions du Statut du personnel des autres organisations internationales satisfaisant aux critères définis à l'annexe au présent Statut qui auront adressé au Directeur général une déclaration reconnaissant, conformément à leur Constitution ou à leurs règles administratives internes, la compétence du Tribunal à l'effet ci-dessus, de même que ~~ses règles de procédure~~ son Règlement, et qui auront été agréées par le Conseil d'administration.

6. Ont accès au Tribunal:

a) le fonctionnaire, même si son emploi a cessé, ainsi que toute personne ayant succédé mortis causa aux droits du fonctionnaire;

b) toute personne autre pouvant justifier de droits résultant du contrat d'engagement du fonctionnaire décédé ou des dispositions du Statut du personnel dont pouvait se prévaloir ce dernier.

7. En cas de contestation ~~sur le point de savoir s'il est compétent de sa compétence,~~ le Tribunal décide, ~~sous réserve des dispositions de l'article XII.~~

ARTICLE III

1. Le Tribunal comprend sept juges, ~~dont chacun doit appartenir à une~~ tous de nationalité différente.

2. Les juges sont nommés pour une durée de trois ans par la Conférence ~~de l'Organisation~~ internationale du Travail.

3. Le Tribunal, pour siéger, doit être composé de trois juges, ou, ~~pour les affaires~~ dans des cas exceptionnelles, de cinq juges, désignés par le président, ou des sept juges.

ARTICLE IV

Le Tribunal se réunit en session ordinaire aux dates fixées par son ~~Règlement~~, sous réserve qu'il y ait des affaires au rôle et que, de l'avis du président, ces affaires justifient la tenue de la session. Une session extraordinaire pourra être convoquée à la demande du président du Conseil d'administration du Bureau international du Travail.

ARTICLE V

Le Tribunal peut, s'il en décide ainsi, accepter ou refuser d'organiser une procédure orale, y compris à la demande d'une des parties. Le Tribunal décidera, dans chaque cas, du point de savoir si les débats à intervenir devant lui seront, en tout ou partie, tenus en public ou à huis clos.

ARTICLE VI

1. Le Tribunal statue à la majorité des voix, ~~ses~~ Les jugements sont définitifs et sans appel. Le Tribunal peut néanmoins être saisi de demandes d'interprétation, d'exécution ou de révision d'un jugement.

2. Tout jugement doit être motivé. Il sera communiqué par écrit au Directeur général du Bureau international du Travail et au requérant.

3. Les jugements sont rédigés en un seul exemplaire, qui sera déposé aux archives du Bureau international du Travail, où il sera à la disposition de tout intéressé.

ARTICLE VII

1. Une requête n'est recevable que si la décision ~~contestée~~ attaquée est définitive, l'intéressé ayant épuisé tous moyens de recours mis à sa disposition par le Statut du personnel.

2. La requête, pour être recevable, doit, en outre, être introduite dans un délai de quatre-vingt-dix jours, à compter de la notification au requérant de la décision ~~contestée~~ attaquée ou, s'il s'agit d'une décision affectant toute une catégorie de fonctionnaires, de la date de sa publication.

3. Au cas où l'administration, saisie d'une réclamation, n'a pris aucune décision touchant ladite réclamation dans un délai de soixante jours à dater du jour de la notification qui lui en a été faite, l'intéressé est fondé à saisir le Tribunal, et sa requête est recevable au même titre qu'une requête contre une décision définitive. Le délai de quatre-vingt-dix jours prévu au paragraphe précédent est compté à dater de l'expiration du délai de soixante jours imparti à l'administration pour prendre une décision.

4. L'introduction d'une requête n'a pas pour effet de suspendre l'exécution de la décision ~~contestée~~ attaquée.

ARTICLE VIII

Dans les cas visés à l'article II, le Tribunal, s'il reconnaît le bien-fondé de la requête, ordonne l'annulation de la décision ~~contestée~~ attaquée ou l'exécution de l'obligation invoquée. Si cette annulation ou exécution n'est pas possible, ou opportune, le Tribunal ~~attribue~~ alloue à l'intéressé une indemnité pour le préjudice ~~souffert~~ subi.

ARTICLE IX

1. Le Bureau international du Travail prend, en consultation avec le Tribunal, les mesures administratives nécessaires au fonctionnement de celui-ci.

2. Les frais occasionnés par les sessions du Tribunal seront à la charge du Bureau international du Travail.

3. Les indemnités accordées par le Tribunal sont supportées par le budget de l'Organisation internationale du Travail.

ARTICLE X

1. Sous réserve des dispositions du présent Statut, le Tribunal arrête ~~le~~ son ~~Règlement~~ concernant:

- a) l'élection du président et du vice-président;
- b) la convocation et la tenue des sessions;
- c) les règles à suivre pour l'introduction des requêtes et le ~~développement~~ déroulement de la procédure, y compris l'intervention dans l'instance des personnes, qui, comme fonctionnaires, peuvent voir leurs droits affectés par le jugement à intervenir;
- d) la procédure applicable aux requêtes et différends soumis au Tribunal en vertu ~~des~~ des paragraphes ~~3 et~~ 4 de l'article II;
- e) et, d'une façon générale, toutes les questions relatives à son fonctionnement qui ne sont pas réglées par le présent Statut.

2. Le Tribunal a qualité pour amender ~~le~~ son Règlement.

ARTICLE XI

Le présent ~~s~~Statut ~~demeurera en vigueur tant qu'il plaira à la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail. Il pourra être amendé par la Conférence internationale du Travail ou par tout autre organe de l'Organisation internationale du Travail~~ que la Conférence pourra désigner.

ARTICLE ~~XII~~

~~1.—Au cas où le Conseil d'administration du Bureau international du Travail ou le Conseil d'administration de la Caisse des pensions conteste une décision du Tribunal affirmant sa compétence, ou considère qu'une décision du Tribunal est viciée par une faute essentielle dans la procédure suivie, la question de la validité de la décision rendue par le Tribunal sera soumise par le Conseil d'administration, pour avis consultatif, à la Cour internationale de Justice.~~

~~2.—L'avis rendu par la Cour aura force obligatoire.~~

ANNEXE AU STATUT DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF
DE L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Pour pouvoir prétendre à reconnaître la compétence du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail conformément au paragraphe 5 de l'article II de son Statut, une organisation internationale doit soit être de caractère interétatique, soit remplir les conditions suivantes:

- a) être manifestement de caractère international, en ce qui concerne sa composition, sa structure et son domaine d'activité;
- b) ne pas être tenue d'appliquer une législation nationale quelconque dans ses relations avec ses fonctionnaires, et bénéficier de l'immunité de juridiction, laquelle doit être attestée par un accord de siège conclu avec le pays hôte; et
- c) être dotée de fonctions à caractère permanent au niveau international et offrir, de l'avis du Conseil d'administration, des garanties suffisantes quant à sa capacité institutionnelle de s'acquitter de ces fonctions, ainsi que des garanties quant à l'exécution des jugements du Tribunal.

Le Statut du Tribunal s'applique intégralement à ces organisations internationales, sous réserve des dispositions suivantes, qui, dans les causes intéressant l'une desdites organisations, sont applicables dans les termes qui suivent:

Article VI, paragraphe 2

Tout jugement doit être motivé. Il sera communiqué par écrit au Directeur général du Bureau international du Travail, au ~~Directeur général~~ chef exécutif de l'organisation internationale faisant l'objet de la requête et au requérant.

Article VI, paragraphe 3

Les jugements sont rédigés en deux exemplaires, dont l'un sera déposé aux archives du Bureau international du Travail et l'autre aux archives de l'organisation internationale faisant l'objet de la requête, où ils seront à la disposition de tout intéressé.

Article IX, paragraphe 2

Les frais occasionnés par les sessions ou audiences du Tribunal administratif seront à la charge de l'organisation internationale objet de la requête.

Article IX, paragraphe 3

Les indemnités accordées par le Tribunal sont supportées par le budget de l'organisation internationale objet de la requête.

~~*Article XII, paragraphe 1*~~

~~Au cas où le Conseil exécutif d'une organisation internationale ayant fait la déclaration prévue à l'article II, paragraphe 5, du Statut du Tribunal conteste une décision du Tribunal affirmant sa compétence ou considère qu'une décision dudit Tribunal est viciée par une faute essentielle dans la procédure suivie, la question de la validité de la décision rendue par le Tribunal sera soumise par ledit Conseil exécutif, pour avis consultatif, à la Cour internationale de Justice.~~

Résolution concernant la composition du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Décide, conformément à l'article III du Statut du Tribunal administratif de l'Organisation internationale du Travail, de renouveler les mandats de M. Frydman (France) et de M. Rouiller (Suisse) pour une durée de trois ans.

Résolution concernant les nominations au Comité des pensions du personnel du BIT (Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies)

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Nomme M. T. Montant, M. L. Abbé-Decarroux et M. B. Thibault au Comité des pensions du personnel du BIT (Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies) pour la période allant du 9 octobre 2016 au 8 octobre 2019.

Annexe I

Barème des contributions pour 2017

Etats	OIT Barème pour 2016 Colonne 1 %	ONU Barème pour 2016-2018 Colonne 2 %	OIT Projet de barème pour 2017 Colonne 3 %	Augmentation (diminution) entre les colonnes 3 et 1 Colonne 4 %
1 Afghanistan	0,005	0,006	0,006	0,001
2 Afrique du Sud	0,372	0,364	0,364	(0,008)
3 Albanie	0,010	0,008	0,008	(0,002)
4 Algérie	0,137	0,161	0,161	0,024
5 Allemagne	7,145	6,389	6,392	(0,753)
6 Angola	0,010	0,010	0,010	-
7 Antigua-et-Barbuda	0,002	0,002	0,002	-
8 Arabie saoudite	0,865	1,146	1,147	0,282
9 Argentine	0,432	0,892	0,893	0,461
10 Arménie	0,007	0,006	0,006	(0,001)
11 Australie	2,075	2,337	2,338	0,263
12 Autriche	0,798	0,720	0,720	(0,078)
13 Azerbaïdjan	0,040	0,060	0,060	0,020
14 Bahamas	0,017	0,014	0,014	(0,003)
15 Bahreïn	0,039	0,044	0,044	0,005
16 Bangladesh	0,010	0,010	0,010	-
17 Barbade	0,008	0,007	0,007	(0,001)
18 Bélarus	0,056	0,056	0,056	-
19 Belgique	0,999	0,885	0,885	(0,114)
20 Belize	0,001	0,001	0,001	-
21 Bénin	0,003	0,003	0,003	-
22 Bolivie, Etat plurinational de	0,009	0,012	0,012	0,003
23 Bosnie-Herzégovine	0,017	0,013	0,013	(0,004)
24 Botswana	0,017	0,014	0,014	(0,003)
25 Brésil	2,936	3,823	3,825	0,889
26 Brunéi Darussalam	0,026	0,029	0,029	0,003
27 Bulgarie	0,047	0,045	0,045	(0,002)
28 Burkina Faso	0,003	0,004	0,004	0,001
29 Burundi	0,001	0,001	0,001	-
30 Cabo Verde	0,001	0,001	0,001	-
31 Cambodge	0,004	0,004	0,004	-
32 Cameroun	0,012	0,010	0,010	(0,002)
33 Canada	2,986	2,921	2,922	(0,064)
34 Chili	0,334	0,399	0,399	0,065
35 Chine	5,151	7,921	7,924	2,773
36 Chypre	0,047	0,043	0,043	(0,004)
37 Colombie	0,259	0,322	0,322	0,063
38 Comores	0,001	0,001	0,001	-
39 Congo	0,005	0,006	0,006	0,001
40 Corée, République de	1,995	2,039	2,040	0,045
41 Costa Rica	0,038	0,047	0,047	0,009
42 Côte d'Ivoire	0,011	0,009	0,009	(0,002)
43 Croatie	0,126	0,099	0,099	(0,027)
44 Cuba	0,069	0,065	0,065	(0,004)
45 Danemark	0,675	0,584	0,584	(0,091)
46 Djibouti	0,001	0,001	0,001	-
47 Dominique	0,001	0,001	0,001	-
48 Egypte	0,134	0,152	0,152	0,018

Etats	OIT	ONU	OIT	Augmentation
	Barème pour 2016 Colonne 1 %	Barème pour 2016-2018 Colonne 2 %	Projet de barème pour 2017 Colonne 3 %	(diminution) entre les colonnes 3 et 1 Colonne 4 %
49 El Salvador	0,016	0,014	0,014	(0,002)
50 Emirats arabes unis	0,595	0,604	0,604	0,009
51 Equateur	0,044	0,067	0,067	0,023
52 Erythrée	0,001	0,001	0,001	-
53 Espagne	2,975	2,443	2,444	(0,531)
54 Estonie	0,040	0,038	0,038	(0,002)
55 Etats-Unis	22,000	22,000	22,000	-
56 Ethiopie	0,010	0,010	0,010	-
57 Ex-République yougoslave de Macédoine	0,008	0,007	0,007	(0,001)
58 Fidji	0,003	0,003	0,003	-
59 Finlande	0,519	0,456	0,456	(0,063)
60 France	5,596	4,859	4,861	(0,735)
61 Gabon	0,020	0,017	0,017	(0,003)
62 Gambie	0,001	0,001	0,001	-
63 Géorgie	0,007	0,008	0,008	0,001
64 Ghana	0,014	0,016	0,016	0,002
65 Grèce	0,638	0,471	0,471	(0,167)
66 Grenade	0,001	0,001	0,001	-
67 Guatemala	0,027	0,028	0,028	0,001
68 Guinée	0,001	0,002	0,002	0,001
69 Guinée équatoriale	0,010	0,010	0,010	-
70 Guinée-Bissau	0,001	0,001	0,001	-
71 Guyana	0,001	0,002	0,002	0,001
72 Haïti	0,003	0,003	0,003	-
73 Honduras	0,008	0,008	0,008	-
74 Hongrie	0,266	0,161	0,161	(0,105)
75 Iles Cook ⁽¹⁾	-	-	0,001	0,001
76 Iles Marshall	0,001	0,001	0,001	-
77 Iles Salomon	0,001	0,001	0,001	-
78 Inde	0,666	0,737	0,737	0,071
79 Indonésie	0,346	0,504	0,504	0,158
80 Iran, République islamique d'	0,356	0,471	0,471	0,115
81 Iraq	0,068	0,129	0,129	0,061
82 Irlande	0,418	0,335	0,335	(0,083)
83 Islande	0,027	0,023	0,023	(0,004)
84 Israël	0,396	0,430	0,430	0,034
85 Italie	4,450	3,748	3,750	(0,700)
86 Jamaïque	0,011	0,009	0,009	(0,002)
87 Japon	10,839	9,680	9,684	(1,155)
88 Jordanie	0,022	0,020	0,020	(0,002)
89 Kazakhstan	0,121	0,191	0,191	0,070
90 Kenya	0,013	0,018	0,018	0,005
91 Kirghizistan	0,002	0,002	0,002	-
92 Kiribati	0,001	0,001	0,001	-
93 Koweït	0,273	0,285	0,285	0,012
94 Lesotho	0,001	0,001	0,001	-
95 Lettonie	0,047	0,050	0,050	0,003
96 Liban	0,042	0,046	0,046	0,004
97 Libéria	0,001	0,001	0,001	-
98 Libye	0,142	0,125	0,125	(0,017)
99 Lituanie	0,073	0,072	0,072	(0,001)
100 Luxembourg	0,081	0,064	0,064	(0,017)
101 Madagascar	0,003	0,003	0,003	-
102 Malaisie	0,281	0,322	0,322	0,041
103 Malawi	0,002	0,002	0,002	-

Etats	OIT	ONU	OIT	Augmentation
	Barème	Barème	Projet de barème	(diminution) entre
	pour 2016	pour 2016-2018	pour 2017	les colonnes 3 et 1
Colonne 1	Colonne 2	Colonne 3	Colonne 4	
%	%	%	%	%
104 Maldives, République des	0,001	0,002	0,002	0,001
105 Mali	0,004	0,003	0,003	(0,001)
106 Malte	0,016	0,016	0,016	-
107 Maroc	0,062	0,054	0,054	(0,008)
108 Maurice	0,013	0,012	0,012	(0,001)
109 Mauritanie	0,002	0,002	0,002	-
110 Mexique	1,843	1,435	1,436	(0,407)
111 Moldova, République de	0,003	0,004	0,004	0,001
112 Mongolie	0,003	0,005	0,005	0,002
113 Monténégro	0,005	0,004	0,004	(0,001)
114 Mozambique	0,003	0,004	0,004	0,001
115 Myanmar	0,010	0,010	0,010	-
116 Namibie	0,010	0,010	0,010	-
117 Népal	0,006	0,006	0,006	-
118 Nicaragua	0,003	0,004	0,004	0,001
119 Niger	0,002	0,002	0,002	-
120 Nigéria	0,090	0,209	0,209	0,119
121 Norvège	0,852	0,849	0,849	(0,003)
122 Nouvelle-Zélande	0,253	0,268	0,268	0,015
123 Oman	0,102	0,113	0,113	0,011
124 Ouganda	0,006	0,009	0,009	0,003
125 Ouzbékistan	0,015	0,023	0,023	0,008
126 Pakistan	0,085	0,093	0,093	0,008
127 Palaos	0,001	0,001	0,001	-
128 Panama	0,026	0,034	0,034	0,008
129 Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,004	0,004	0,004	-
130 Paraguay	0,010	0,014	0,014	0,004
131 Pays-Bas	1,655	1,482	1,483	(0,172)
132 Pérou	0,117	0,136	0,136	0,019
133 Philippines	0,154	0,165	0,165	0,011
134 Pologne	0,922	0,841	0,841	(0,081)
135 Portugal	0,474	0,392	0,392	(0,082)
136 Qatar	0,209	0,269	0,269	0,060
137 République arabe syrienne	0,036	0,024	0,024	(0,012)
138 République centrafricaine	0,001	0,001	0,001	-
139 République démocratique du Congo	0,003	0,008	0,008	0,005
140 République démocratique populaire lao	0,002	0,003	0,003	0,001
141 République dominicaine	0,045	0,046	0,046	0,001
142 République tchèque	0,386	0,344	0,344	(0,042)
143 Roumanie	0,226	0,184	0,184	(0,042)
144 Royaume-Uni	5,182	4,463	4,465	(0,717)
145 Russie, Fédération de	2,439	3,088	3,089	0,650
146 Rwanda	0,002	0,002	0,002	-
147 Sainte-Lucie	0,001	0,001	0,001	-
148 Saint-Kitts-et-Nevis	0,001	0,001	0,001	-
149 Saint-Marin	0,003	0,003	0,003	-
150 Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,001	0,001	0,001	-
151 Samoa	0,001	0,001	0,001	-
152 Sao Tomé-et-Principe	0,001	0,001	0,001	-
153 Sénégal	0,006	0,005	0,005	(0,001)
154 Serbie	0,040	0,032	0,032	(0,008)
155 Seychelles	0,001	0,001	0,001	-
156 Sierra Leone	0,001	0,001	0,001	-
157 Singapour	0,384	0,447	0,447	0,063
158 Slovaquie	0,171	0,160	0,160	(0,011)

Etats	OIT	ONU	OIT	Augmentation
	Barème pour 2016 Colonne 1 %	Barème pour 2016-2018 Colonne 2 %	Projet de barème pour 2017 Colonne 3 %	(diminution) entre les colonnes 3 et 1 Colonne 4 %
159 Slovénie	0,100	0,084	0,084	(0,016)
160 Somalie	0,001	0,001	0,001	-
161 Soudan	0,010	0,010	0,010	-
162 Soudan du Sud	0,004	0,003	0,003	(0,001)
163 Sri Lanka	0,025	0,031	0,031	0,006
164 Suède	0,961	0,956	0,957	(0,004)
165 Suisse	1,048	1,140	1,141	0,093
166 Suriname	0,004	0,006	0,006	0,002
167 Swaziland	0,003	0,002	0,002	(0,001)
168 Tadjikistan	0,003	0,004	0,004	0,001
169 Tanzanie, République-Unie de	0,009	0,010	0,010	0,001
170 Tchad	0,002	0,005	0,005	0,003
171 Thaïlande	0,239	0,291	0,291	0,052
172 Timor-Leste	0,002	0,003	0,003	0,001
173 Togo	0,001	0,001	0,001	-
174 Tonga ⁽²⁾	-	0,001	0,001	0,001
175 Trinité-et-Tobago	0,044	0,034	0,034	(0,010)
176 Tunisie	0,036	0,028	0,028	(0,008)
177 Turkménistan	0,019	0,026	0,026	0,007
178 Turquie	1,329	1,018	1,019	(0,310)
179 Tuvalu	0,001	0,001	0,001	-
180 Ukraine	0,099	0,103	0,103	0,004
181 Uruguay	0,052	0,079	0,079	0,027
182 Vanuatu	0,001	0,001	0,001	-
183 Venezuela, République bolivarienne du	0,627	0,571	0,571	(0,056)
184 Viet Nam	0,042	0,058	0,058	0,016
185 Yémen	0,010	0,010	0,010	-
186 Zambie	0,006	0,007	0,007	0,001
187 Zimbabwe	0,002	0,004	0,004	0,002
TOTAL	100,000	99,969	100,000	(0,000)

⁽¹⁾ Les Iles Cook n'étant pas actuellement membre de l'ONU, le barème des contributions proposé se fonde sur leurs contributions dans d'autres institutions spécialisées des Nations Unies (document GB.326/PFA/GMA/1).

⁽²⁾ Le Royaume des Tonga, qui a été admis à l'Organisation des Nations Unies le 14 septembre 1999, est devenu Membre de l'OIT le 24 février 2016 (document GB.326/PFA/GMA/2).

Annexe II

Budget des recettes pour 2016-17 Etat des contributions dues par les Etats Membres pour 2017 (en francs suisses)

	Etats Membres	Contributions fixées pour 2017		Crédits au titre de:		Total des crédits	Contribution nette pour 2017
		%	Montant	2015 système d'incitation	2014-15 50% de la prime nette		
1	Afghanistan	0,006	22 726	-	-	-	22 726
2	Afrique du Sud	0,364	1 378 687	2 067	758	2 825	1 375 862
3	Albanie	0,008	30 301	-	20	20	30 281
4	Algérie	0,161	609 804	760	279	1 039	608 765
5	Allemagne	6,392	24 210 355	20 866	14 563	35 429	24 174 926
6	Angola	0,010	37 876	-	-	-	37 876
7	Antigua-et-Barbuda	0,002	7 575	-	-	-	7 575
8	Arabie saoudite	1,147	4 344 380	4 398	1 763	6 161	4 338 219
9	Argentine	0,893	3 382 329	-	-	-	3 382 329
10	Arménie	0,006	22 726	33	14	47	22 679
11	Australie	2,338	8 855 415	11 525	4 229	15 754	8 839 661
12	Autriche	0,720	2 727 074	1 506	1 627	3 133	2 723 941
13	Azerbaïdjan	0,060	227 256	103	82	185	227 071
14	Bahamas	0,014	53 026	89	35	124	52 902
15	Bahreïn	0,044	166 654	216	80	296	166 358
16	Bangladesh	0,010	37 876	21	-	21	37 855
17	Barbade	0,007	26 513	35	16	51	26 462
18	Bélarus	0,056	212 106	243	114	357	211 749
19	Belgique	0,885	3 352 028	2 245	2 036	4 281	3 347 747
20	Belize	0,001	3 788	-	2	2	3 786
21	Bénin	0,003	11 363	-	-	-	11 363
22	Bolivé, Etat plurinational de	0,012	45 451	3	-	3	45 448
23	Bosnie-Herzégovine	0,013	49 239	44	35	79	49 160
24	Botswana	0,014	53 026	89	35	124	52 902
25	Brésil	3,825	14 487 579	-	-	-	14 487 579
26	Brunéi Darussalam	0,029	109 840	143	53	196	109 644
27	Bulgarie	0,045	170 442	162	96	258	170 184
28	Burkina Faso	0,004	15 150	-	-	-	15 150
29	Burundi	0,001	3 788	-	-	-	3 788
30	Cabo Verde	0,001	3 788	-	-	-	3 788
31	Cambodge	0,004	15 150	19	8	27	15 123
32	Cameroun	0,010	37 876	68	25	93	37 783
33	Canada	2,922	11 067 374	16 584	6 086	22 670	11 044 704
34	Chili	0,399	1 511 253	1 445	681	2 126	1 509 127
35	Chine	7,924	30 012 962	13 262	10 499	23 761	29 989 201
36	Chypre	0,043	162 867	249	96	345	162 522
37	Colombie	0,322	1 219 608	-	-	-	1 219 608
38	Comores	0,001	3 788	-	-	-	3 788
39	Congo	0,006	22 726	17	10	27	22 699
40	Corée, République de	2,040	7 726 709	7 991	4 066	12 057	7 714 652
41	Costa Rica	0,047	178 017	194	78	272	177 745
42	Côte d'Ivoire	0,009	34 088	17	-	17	34 071
43	Croatie	0,099	374 973	699	257	956	374 017
44	Cuba	0,065	246 194	94	141	235	245 959
45	Danemark	0,584	2 211 960	3 705	1 376	5 081	2 206 879
46	Djibouti	0,001	3 788	-	-	-	3 788
47	Dominique	0,001	3 788	-	-	-	3 788
48	Egypte	0,152	575 715	744	273	1 017	574 698
49	El Salvador	0,014	53 026	-	-	-	53 026

	Etats Membres	Contributions fixées pour 2017		Crédits au titre de:		Total des crédits	Contribution nette pour 2017
		%	Montant	2015	2014-15		
				système d'incitation	50% de la prime nette		
50	Emirats arabes unis	0,604	2 287 712	2 981	1 213	4 194	2 283 518
51	Equateur	0,067	253 769	119	90	209	253 560
52	Erythrée	0,001	3 788	2	2	4	3 784
53	Espagne	2,444	9 256 900	6 010	6 064	12 074	9 244 826
54	Estonie	0,038	143 929	222	82	304	143 625
55	Etats-Unis	22,000	83 327 255	-	-	-	83 327 255
56	Ethiopie	0,010	37 876	18	-	18	37 858
57	Ex-République yougoslave de Macédoine	0,007	26 513	-	-	-	26 513
58	Fidji	0,003	11 363	16	6	22	11 341
59	Finlande	0,456	1 727 147	2 786	1 058	3 844	1 723 303
60	France	4,861	18 411 536	28 620	11 406	40 026	18 371 510
61	Gabon	0,017	64 389	-	-	-	64 389
62	Gambie	0,001	3 788	-	-	-	3 788
63	Géorgie	0,008	30 301	1	-	1	30 300
64	Ghana	0,016	60 602	-	-	-	60 602
65	Grèce	0,471	1 783 961	-	-	-	1 783 961
66	Grenade	0,001	3 788	-	-	-	3 788
67	Guatemala	0,028	106 053	141	55	196	105 857
68	Guinée	0,002	7 575	-	-	-	7 575
69	Guinée équatoriale	0,010	37 876	-	-	-	37 876
70	Guinée-Bissau	0,001	3 788	-	-	-	3 788
71	Guyana	0,002	7 575	6	2	8	7 567
72	Haiti	0,003	11 363	-	-	-	11 363
73	Honduras	0,008	30 301	-	-	-	30 301
74	Hongrie	0,161	609 804	1 290	542	1 832	607 972
75	Iles Cook	0,001	3 788	-	-	-	3 788
76	Iles Marshall	0,001	3 788	6	2	8	3 780
77	Iles Salomon	0,001	3 788	-	-	-	3 788
78	Inde	0,737	2 791 463	3 700	1 358	5 058	2 786 405
79	Indonésie	0,504	1 908 952	1 608	705	2 313	1 906 639
80	Iran, République islamique d'	0,471	1 783 961	-	-	-	1 783 961
81	Iraq	0,129	488 601	17	139	156	488 445
82	Irlande	0,335	1 268 847	2 107	852	2 959	1 265 888
83	Islande	0,023	87 115	149	55	204	86 911
84	Israël	0,430	1 628 669	19	807	826	1 627 843
85	Italie	3,750	14 203 509	15 633	9 070	24 703	14 178 806
86	Jamaïque	0,009	34 088	34	22	56	34 032
87	Japon	9,684	36 679 143	27 949	22 093	50 042	36 629 101
88	Jordanie	0,020	75 752	15	45	60	75 692
89	Kazakhstan	0,191	723 432	430	247	677	722 755
90	Kenya	0,018	68 177	3	-	3	68 174
91	Kirghizistan	0,002	7 575	-	-	-	7 575
92	Kiribati	0,001	3 788	-	-	-	3 788
93	Koweït	0,285	1 079 467	-	-	-	1 079 467
94	Lesotho	0,001	3 788	3	2	5	3 783
95	Lettonie	0,050	189 380	240	96	336	189 044
96	Liban	0,046	174 230	-	-	-	174 230
97	Libéria	0,001	3 788	-	-	-	3 788
98	Libye	0,125	473 450	-	-	-	473 450
99	Lituanie	0,072	272 707	404	149	553	272 154
100	Luxembourg	0,064	242 406	264	165	429	241 977
101	Madagascar	0,003	11 363	-	-	-	11 363
102	Malaisie	0,322	1 219 608	1 420	573	1 993	1 217 615
103	Malawi	0,002	7 575	-	-	-	7 575
104	Maldives, République des	0,002	7 575	-	-	-	7 575
105	Mali	0,003	11 363	-	-	-	11 363
106	Malte	0,016	60 602	30	-	30	60 572
107	Maroc	0,054	204 530	-	-	-	204 530
108	Maurice	0,012	45 451	70	27	97	45 354
109	Mauritanie	0,002	7 575	-	-	-	7 575
110	Mexique	1,436	5 438 997	1 573	-	1 573	5 437 424
111	Moldova, République de	0,004	15 150	16	6	22	15 128
112	Mongolie	0,005	18 938	6	6	12	18 926
113	Monténégro	0,004	15 150	28	10	38	15 112
114	Mozambique	0,004	15 150	16	6	22	15 128

	Etats Membres	Contributions fixées pour 2017		Crédits au titre de:		Total des crédits	Contribution nette pour 2017
		%	Montant	2015	2014-15		
				système d'incitation	50% de la prime nette		
115	Myanmar	0,010	37 876	5	20	25	37 851
116	Namibie	0,010	37 876	36	20	56	37 820
117	Népal	0,006	22 726	19	12	31	22 695
118	Nicaragua	0,004	15 150	8	6	14	15 136
119	Niger	0,002	7 575	5	4	9	7 566
120	Nigéria	0,209	791 609	5	-	5	791 604
121	Norvège	0,849	3 215 674	4 603	1 737	6 340	3 209 334
122	Nouvelle-Zélande	0,268	1 015 077	1 404	516	1 920	1 013 157
123	Oman	0,113	427 999	-	-	-	427 999
124	Ouganda	0,009	34 088	-	-	-	34 088
125	Ouzbékistan	0,023	87 115	10	-	10	87 105
126	Pakistan	0,093	352 247	-	-	-	352 247
127	Palaos	0,001	3 788	-	-	-	3 788
128	Panama	0,034	128 778	98	53	151	128 627
129	Papouasie-Nouvelle-Guinée	0,004	15 150	1	-	1	15 149
130	Paraguay	0,014	53 026	-	-	-	53 026
131	Pays-Bas	1,483	5 617 014	8 799	3 373	12 172	5 604 842
132	Pérou	0,136	515 114	29	-	29	515 085
133	Philippines	0,165	624 954	807	314	1 121	623 833
134	Pologne	0,841	3 185 374	5 120	1 879	6 999	3 178 375
135	Portugal	0,392	1 484 740	373	966	1 339	1 483 401
136	Qatar	0,269	1 018 865	1 152	426	1 578	1 017 287
137	République arabe syrienne	0,024	90 902	60	73	133	90 769
138	République centrafricaine	0,001	3 788	2	-	2	3 786
139	République démocratique du Congo	0,008	30 301	-	-	-	30 301
140	République démocratique populaire lao	0,003	11 363	3	4	7	11 356
141	République dominicaine	0,046	174 230	12	92	104	174 126
142	République tchèque	0,344	1 302 935	2 144	787	2 931	1 300 004
143	Roumanie	0,184	696 919	1 143	461	1 604	695 315
144	Royaume-Uni	4,465	16 911 645	27 092	10 562	37 654	16 873 991
145	Russie, Fédération de	3,089	11 699 904	5 984	4 971	10 955	11 688 949
146	Rwanda	0,002	7 575	-	-	-	7 575
147	Sainte-Lucie	0,001	3 788	3	2	5	3 783
148	Saint-Kitts-et-Nevis	0,001	3 788	-	-	-	3 788
149	Saint-Marin	0,003	11 363	15	6	21	11 342
150	Saint-Vincent-et-les Grenadines	0,001	3 788	-	-	-	3 788
151	Samoa	0,001	3 788	-	-	-	3 788
152	Sao Tomé-et-Principe	0,001	3 788	-	-	-	3 788
153	Sénégal	0,005	18 938	14	12	26	18 912
154	Serbie	0,032	121 203	15	82	97	121 106
155	Seychelles	0,001	3 788	6	2	8	3 780
156	Sierra Leone	0,001	3 788	-	-	-	3 788
157	Singapour	0,447	1 693 058	2 132	783	2 915	1 690 143
158	Slovaquie	0,160	606 016	922	349	1 271	604 745
159	Slovénie	0,084	318 159	547	204	751	317 408
160	Somalie	0,001	3 788	-	-	-	3 788
161	Soudan	0,010	37 876	-	-	-	37 876
162	Soudan du Sud	0,003	11 363	-	-	-	11 363
163	Sri Lanka	0,031	117 416	73	51	124	117 292
164	Suède	0,957	3 624 736	3 023	1 959	4 982	3 619 754
165	Suisse	1,141	4 321 654	5 778	2 136	7 914	4 313 740
166	Suriname	0,006	22 726	-	-	-	22 726
167	Swaziland	0,002	7 575	6	-	6	7 569
168	Tadjikistan	0,004	15 150	-	-	-	15 150
169	Tanzanie, République-Unie de	0,010	37 876	-	-	-	37 876
170	Tchad	0,005	18 938	5	4	9	18 929
171	Thaïlande	0,291	1 102 192	1 327	487	1 814	1 100 378
172	Timor-Leste	0,003	11 363	2	-	2	11 361
173	Togo	0,001	3 788	6	2	8	3 780
174	Tonga	0,001	3 788	-	-	-	3 788
175	Trinité-et-Tobago	0,034	128 778	235	90	325	128 453
176	Tunisie	0,028	106 053	87	73	160	105 893
177	Turkménistan	0,026	98 478	39	39	78	98 400
178	Turquie	1,019	3 859 567	6 194	2 709	8 903	3 850 664
179	Tuvalu	0,001	3 788	-	-	-	3 788
180	Ukraine	0,103	390 123	12	202	214	389 909

	Etats Membres	Contributions fixées pour 2017		Crédits au titre de:		Total des crédits	Contribution nette pour 2017
		%	Montant	2015	2014-15		
				système d'incitation	50% de la prime nette		
181	Uruguay	0,079	299 221	8	106	114	299 107
182	Vanuatu	0,001	3 788	-	-	-	3 788
183	Venezuela, Rép. bolivarienne du	0,571	2 162 721	-	-	-	2 162 721
184	Viet Nam	0,058	219 681	212	86	298	219 383
185	Yémen	0,010	37 876	-	-	-	37 876
186	Zambie	0,007	26 513	-	-	-	26 513
187	Zimbabwe	0,004	15 150	-	-	-	15 150
	TOTAL	100,000	378 760 250	267 163	142 048	409 211	378 351 039

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
<i>Deuxième question à l'ordre du jour: programme et budget et autres questions</i>	
Rapport de la Commission des finances des représentants gouvernementaux.....	1
Résolutions soumises à la Conférence	5
<i>Annexes</i>	
I. Barème des contributions pour 2017	11
II. Budget des recettes pour 2016-17 Etat des contributions dues par les Etats Membres pour 2017 (en francs suisses)	15

.....
• Le présent document a été tiré à un nombre restreint d'exemplaires afin de réduire autant que possible l'impact
• sur l'environnement des activités de l'OIT et de contribuer à la neutralité climatique. Nous serions reconnaissants
• aux délégués et aux observateurs de bien vouloir se rendre aux réunions munis de leurs propres exemplaires
• afin de ne pas avoir à en demander d'autres. Nous rappelons que tous les documents de la Conférence sont
• accessibles sur Internet à l'adresse <http://www.ilo.org>.
•